SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 MARS 1857.

Rapport de la Commission des Travaux Publics, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Département des Travaux Publics pour l'exercice 1857.

*(Voir les Nos 21, 73, 106 et 127 de la Chambre des Représentants
et le N° 32 du Sénat.)*

Présents : MM. F. SPITAELS, Vice-Président-Rapporteur, DE DORLODOT, DE
RYCKMANN DE WINGHE, GILLÈS DE S'GRAVENWESEL, le Baron d'OVERSCHIE DE
NEERYSSCHE, NEEF.

MESSIEURS,

Depuis deux ans, le Budget des Travaux publics se discute en dehors des prescriptions de la loi sur la comptabilité de l'État ; Votre Commission espère que celui de l'exercice 1858 sera déposé et discuté assez à temps pour que l'on puisse rentrer dans les dispositions générales de la loi, dont il ne faut s'écarter qu'exceptionnellement.

Des rapports très-complets et très-étendus ont été faits depuis deux ans sur le Budget des Travaux Publics; et le Chapitre IV, surtout, qui contient les allocations destinées aux chemins de fer, postes et télégraphes, a été traité dans le plus grand détail. Malheureusement, la situation, en ce qui concerne cette fraction importante du Budget, se présente encore cette année comme provisoire, malgré les engagements pris par M. le Ministre des Travaux Publics et les observations que Votre Commission a eu l'honneur de vous faire l'année dernière ; il semble qu'une fois le Budget voté, on doive oublier entièrement les observations faites et auxquelles on avait promis, cependant, de faire droit.

Après les budgets de la Guerre et de la Dette publique, celui du département des Travaux Publics est le plus important par son chiffre et par les intérêts généraux sur lesquels il exerce une influence marquée.

Le Budget pour l'année 1857 s'élève à la somme de fr. 24,489,583 96 ; il présente avec celui de 1856 une différence en moins de fr. 254,875 16, puisque les allocations votées par les Chambres pour ce dernier exercice s'élevaient à fr. 24,744,457 12.

Si l'on tient compte de la réduction de fr. 40,000 » qu'a subie l'allocation destinée aux travaux d'amélioration et de construction de routes, il en résulte que le budget de 1857, dans son ensemble, ne présente, en réalité, aucune diminution dans les crédits pétitionnés pour les besoins permanents du Département

Votre Commission passera successivement en revue les différents articles du budget, et elle aura l'honneur de vous présenter, au fur et à mesure de cet examen, les observations qu'elle croirait avoir à faire.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. Traitement du ministre. fr. 21,000 »
Adopté.

ART. 2. Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service.

Ce crédit se subdivise comme suit :

A. Secrétariat général et cabinet du ministre, fr.	84,200	»
B. Ponts et chaussées et mines.	103,200	»
C. Chemins de fer, postes et télégraphes. . . .	508,700	»
D. Surveillance des chemins de fer concédés .	25,600	»
	<hr/>	
	521,700	»

Différence en moins avec le crédit similaire du dernier exercice fr. 26,900.
Cette différence provient de transferts, dont nous aurons l'occasion de nous occuper à l'art. qui les concerne.

ART. 3. Frais de route et de séjour du Ministre et fonctionnaires, etc. fr. 35,200 »
Augmentation de fr. 2,100, transfert dont il sera parlé au Chapitre IV.

ART. 4. Salaires des hommes de peine, ouvriers, etc. . . . fr. 29,085 »
Différence en plus fr. 2,685 » Cette augmentation, refusée par la Chambre en 1855 et 1856, est reproduite encore cette année, à cause de la cherté des subsistances. Votre Commission pense que, puisque cette majoration n'avait pas été admise les années antérieures, il n'y avait pas lieu de la reproduire après la baisse notable que les céréales et d'autres denrées alimentaires ont subie.

ART. 5. Matériel de bureaux, impressions, etc. fr. 50,000 »

ART. 6. Honoraires des avocats du Département » 30,000 »

Ces deux chiffres, étant les mêmes que ceux alloués l'année dernière, sont adoptés sans observation.

CHAPITRE II.

PONTS ET CHAUSSÉES. — BATIMENTS CIVILS.

SECTION 1^{re}.

Ponts et Chaussées.

ART. 7. Entretien ordinaire et amélioration des routes.

Ce chiffre se compose comme suit :

A. Entretien ordinaire des routes . . .	Fr. 4,563,309 65	
B. Travaux en dehors des baux d'entre- tien »	200,000	»
C. Études de projets, levées de plans, etc. »	10,000	»
D. Travaux d'amélioration et construction de routes »	900,000	»
		<hr/> 2,673,309 65

Cet article présente une réduction de fr. 400,000. Sur le litt. D, il n'a pas donné matière à discussion. — Adopté.

Art. 8. Plantations des routes 41,000 »

Même chiffre que l'année dernière.

Adopté sans observations.

SECTION II.

Bâtiments civils.

Art. 9. Entretien et réparation des palais, édifices, etc.

A l'ordinaire . . . fr. 100,000 »

A l'extraordinaire. . . 10,000 »

fr. 110,000 »

Art. 10. Distribution d'eau aux bâtiments civils.

A l'extraordinaire fr. 80,000 »

Art. 11. Travaux extraordinaires à l'entrepôt d'Anvers . fr. 9,000 »

Ces trois articles sont adoptés, mais Votre Commission croit devoir appeler sérieusement l'attention du Gouvernement sur l'emploi des bâtiments acquis dans le but de réunir tous les Départements ministériels dans la rue de la Loi. En effet, ces acquisitions qui, dans l'origine, semblaient pouvoir contenir les Administrations centrales des différents ministères, sont aujourd'hui déclarées insuffisantes par suite du développement excessif et continu des bureaux. Cette appropriation qui, dans le principe, ne devait donner lieu qu'à un virement de fonds, par la vente de deux hôtels de la place Royale, doit aujourd'hui absorber plusieurs millions, parce que les locaux sont trop restreints pour le nombre d'employés qu'il faudrait y loger.

Nous croyons devoir vous signaler aussi les vices d'un système qui a pour résultat certain de rendre les constructions que l'État entreprend ou celles qu'il subsidie plus coûteuses, qu'en usant du moyen généralement adopté de terminer immédiatement toute construction commencée.

Nous pourrions citer de nombreux exemples de constructions entreprises depuis plusieurs années, et qui sont encore inachevées. Votre Commission pense qu'il serait préférable d'entreprendre moins de choses à la fois et de terminer les travaux qui sont en voie d'exécution.

SECTION III.

Service des canaux, rivières, etc.

Art. 12. Canal du Sas-de-Gand.

A l'ordinaire . . . fr. 25,095 »

A l'extraordinaire . « 3,700 »

28,795 »

Même chiffre que l'année dernière. — Adopté.

Art. 13. Canal de Maestricht à Bois-le-Duc.

A l'ordinaire . . . fr.	26,961 »	
A l'extraordinaire . . »	95,400 »	
		<u>122,361 »</u>

Art. 14. Construction de ponts tournants à Neerhaeren et à Solt.

1 ^{re} moitié	30,000 »
----------------------------------	----------

Ces deux articles étaient dans le Budget précédent compris dans un seul. L'article 14 a été distrait du chiffre global à la demande de M. le Ministre des Travaux Publics. Votre Commission ne conçoit pas les motifs qui font entreprendre deux constructions à la fois pour n'en achever aucune, et elle ne peut s'expliquer la réponse du chef de ce Département sur l'impossibilité où il s'est trouvé de communiquer à la section centrale les devis qu'elle demandait.

Les produits du canal de Maestricht à Bois-le-Duc diminuent.

Art. 15. Canal de Pommerœul à Antoing.

Entretien ordinaire fr.	81,800 »
-----------------------------------	----------

Même chiffre que l'année dernière. — Adopté.

Une légère réduction de recette a eu lieu sur ce canal.

Art. 16. Sambre canalisée.

A l'ordinaire.	114,000 »	
A l'extraordinaire	5,000 »	
		<u>119,000 »</u>

Augmentation de fr. 12,000 » sur le chiffre correspondant du dernier exercice. — Adopté.

Art. 17. Canal de Charleroi.

A l'ordinaire.	77,500 »	
A l'extraordinaire	19,200 »	
		<u>96,500 »</u>

Réduction de fr. 2,500 sur le chiffre de l'année dernière. Votre Commission approuve hautement la résolution prise par la section centrale de la Chambre des Représentants, de rejeter le crédit de fr. 17,000 demandé pour une prise d'eau en amont de l'écluse n° 9, à cause des données incomplètes sur les dépenses auxquelles ces travaux pourraient entraîner.

Les produits de ce canal continuent à augmenter.

Art. 18. Escaut. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire . . . fr.	32,150 »	
A l'extraordinaire	24,054 »	
		<u>56,204 »</u>

Adopté sans discussion. — Produits stationnaires.

Art. 19. Lys. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire . . . fr.	19,200 »	
A l'extraordinaire	36,800 »	
		<u>56,000 »</u>

Produits stationnaires. — Adopté.

Art. 20. Meuse dans les provinces de Liège et de Namur.

A l'ordinaire.	27,200 »	
A l'extraordinaire.	220,000 »	
		<u>247,000 »</u>

Augmentation de fr. 4,400 » destinée aux frais des manœuvres des barrages établis sur la Meuse canalisée. — Adopté.

La section centrale de la Chambre des Représentants a demandé à M. le Ministre des Travaux Publics quelle était la somme nécessaire pour compléter le système d'amélioration commencé à la Meuse.

D'après la note que ce haut fonctionnaire a fournie, les dépenses à faire à la fin de l'année 1853 étaient de fr. 1,521,081 43

Depuis lors, trois allocations successives de fr. 220,000 chacune ont été accordées aux budgets de 1854, 1855 et 1856, ensemble fr. 660,000 »

Différence. fr. 861,081 43

soit, en nombre rond, fr. 900,000, pour achever le système de passes artificielles entre Chokier et la frontière de France.

De plus, une proposition de barrage à fermettes à l'endroit, dit *la Tête du Pré*, a été adressée au département des Travaux Publics, dans le but d'améliorer la navigation de la Meuse aux abords de Namur. M. le ministre a prescrit des études dans ce but, et ce n'est que lorsque celles-ci seront terminées, qu'il pourra apprécier le montant éventuel de la dépense et se trouver à même de formuler sa pensée quant à l'exécution de ce projet.

Art. 21. Meuse dans la province de Limbourg. Travaux d'entretien.

A l'ordinaire fr. 28,784 24

A l'extraordinaire. . . . 103,015 76

131,800 »

Adopté. — Toutefois, Votre Commission demande si un devis a été arrêté entre le Gouvernement belge et celui des Pays-Bas, pour les travaux à exécuter dans la partie mitoyenne de la Meuse.

Art. 22. — Dendre. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire fr. 12,600 »

A l'extraordinaire » 155,000 »

167,600 »

Adopté. Néanmoins, Votre Commission regrette que la négligence apportée dans les travaux d'entretien de la Dendre amène aujourd'hui des dépenses aussi élevées, alors que le chemin de fer récemment établi réduit les produits de cette voie navigable.

Art. 23. — Rupel. Travaux d'entretien.

A l'ordinaire 17,000 »

A l'extraordinaire. . . . 31,000 »

48,000 »

Même chiffre que l'année passée — Adopté sans discussion.

Art. 24. — Travaux de déplacement de la digue capitale du polder de Ruypinbroek.

1^{re} partie. fr. 100,000 »

Adopté sans observation. Votre Commission renvoie à la note du Gouvernement insérée au rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants, page 37.

ART. 25. — Dyle et Demer.

A l'ordinaire.	fr. 23,500 »	
A l'extraordinaire.	20,000 »	
		fr. 43,500 »

Réduction de fr. 50,000 sur le budget précédent. — Adopté.

ART. 26. Senne. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire	2,250 »	
A l'extraordinaire.	6,000 »	
		fr. 8,250 »

Même chiffre que l'année dernière. — Adopté.

ART. 27. Canal de Gand à Ostende. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire	fr. 26,333 »	
A l'extraordinaire.	15,500 »	
		» 41,833 »

Réduction de fr. 6,170 sur le chiffre correspondant du précédent Budget.

— Adopté sans discussion.

Produits en baisse.

ART. 28. Canal de Mons à Condé. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire.	fr. 13,000 »	
A l'extraordinaire	18,000 »	
		31,000 »

Adopté sans observation. — Les produits continuent à augmenter.

ART. 29. Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire	fr. 43,112 »	
A l'extraordinaire	15,200 »	
		58,312 »

Réduction de fr. 35,218 » — Adopté.

ART. 30. Canal d'embranchement vers Turnhout.

A l'ordinaire.	fr. 8,025 »	
A l'extraordinaire	4,209 »	
		12,234 »

ART. 31. Canal d'embranchement vers le camp de Beverloo. Travaux d'entretien.

A l'extraordinaire	fr. 14,875 »	
------------------------------	--------------	--

ART. 32. Petite Nèthe canalisée. Travaux d'entretien.

A l'ordinaire.	11,000 »	
A l'extraordinaire	34,000 »	
		fr. 45,000 »

ART. 33. Moervaert. Travaux d'entretien.

A l'ordinaire	fr. 1,695 »	
A l'extraordinaire	5,810 »	
		fr. 7,505 »

ART. 34. Dérivation de la Lys. Travaux d'entretien.

A l'ordinaire	4,649 »	
A l'extraordinaire	3,500 »	
		8,149 »

Tous ces articles sont adoptés sans discussion. Toutefois, Votre Commission renvoie MM. les Sénateurs qui désireraient des explications sur le degré d'avancement des travaux de dérivation de la Lys à la mer du Nord, aux éclaircissements donnés par le Gouvernement, insérés pages 41 et 42 du rapport de l'honorable Baron de T'Serclaes sur le Budget des Travaux Publics.

Art. 35. Canal des eaux d'écoulement du sud de Bruges. — travaux d'entretien fr. 7,000 »

Réduction de fr. 2,000 sur le chiffre correspondant du Budget précédent.

Adopté.

Art. 36. Canal de Liège à Maestricht. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire fr. 39,435 90

A l'extraordinaire 3,500 »

42,935 90

Réduction de fr 15,362 26 sur le chiffre correspondant. — Adopté.

Les produits de ce canal se sont légèrement accrus en 1855.

Art. 37. Grande Nèthe. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire 9,000. »

A l'extraordinaire 1,000. »

10,000 »

Art. 38. Yser. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire. 3,190. »

A l'extraordinaire 10,976 66

14,166 66

Art. 39. Canal de Plasschendaele. — Travaux d'entretien.

A l'ordinaire. 2,500 »

A l'extraordinaire 12,400 »

14,900 »

Art. 40. — Plantations nouvelles et entretien des plantations existantes. à l'ordinaire 25,000 »

Art. 41. — Frais d'études pour le service des canaux et rivières et des chemins de fer en construction 7,000 »

Art. 42. — Entretien des bacs et bateaux de passage et de leurs dépendances. 27,000 »

Tous ces articles sont adoptés sans discussion.

SECTION IV.

Ports et Côtes.

Art. 43. Port d'Ostende. — Entretien et travaux d'amélioration.

A l'ordinaire fr. 48,545 »

A l'extraordinaire » 109,500 »

fr. 158,045 »

Art. 44. Port d'Ostende. — Construction d'un phare de 1^{er} ordre.

Première moitié fr. 112,500 »

Ces deux articles sont adoptés sans discussion.

Art. 45. Port de Nieuport.

A l'ordinaire. fr. 23,120 »

A l'extraordinaire 117,300 »

140,420 »

Votre Commission renvoie aux explications données par le Gouvernement à la section centrale de la Chambre des Représentants, et adopte cet article.

Art. 46. Côtes de Blankenberghe.

A l'ordinaire . . . fr.	112,700 »	
A l'extraordinaire . . »	27,200 »	
	<hr/>	139,900 »

Art. 47. Phares et fanaux

A l'ordinaire. . . . fr.	4,000 »	
A l'extraordinaire . . »	500 »	
	<hr/>	4,500 »

Ces deux articles ont été adoptés sans observation.

SECTION V.

Personnel des Ponts et Chaussées.

Art. 48. — Traitements des Ingénieurs, Conducteurs, etc.

A l'ordinaire . . . fr.	590,143 52	
A l'extraordinaire . . »	6,800 »	
	<hr/>	fr. 596,943 52

Réduction de fr. 6,666 66 sur le chiffre de l'année précédente.— Votre Commission l'adopte, tout en appelant l'attention de M. le Ministre sur la lenteur qu'éprouvent les affaires ressortissant de son Département, malgré le nombre considérable d'employés dont il dispose.

Art. 49. Traitements et indemnités des Chefs de Bureaux, Commis, Éclusiers, etc.

A l'ordinaire	428,817 86
-------------------------	------------

La section centrale n'avait adopté l'allocation que jusqu'à concurrence du chiffre de fr. 427,917 86.

M. le Ministre a demandé en plus une somme de fr. 900 00, destinée à un agent spécial chargé d'inspecter le service des écluses du canal de Charleroi à Bruxelles. Votre Commission ne comprend point l'utilité de cet agent subalterne qui, vu l'exiguïté de son traitement, devra nécessairement se recruter dans un personnel qui ne pourra exercer d'action bien utile sur les éclusiers de ce canal. Toutefois, Votre Commission adopte.

Art 50. — Frais de jurys d'examen etc.

A l'ordinaire	12,000 »
-------------------------	----------

Adopté.

CHAPITRE III.

MINES.

Art. 51. — Personnel du Conseil des Mines.— Traitements.	fr. 41,700 »
Art. 52. — Frais de route.	» 600 »
Art. 53. — Matériel	» 2,000 »
Art. 54. — Subsidés aux Caisses de prévoyance	» 45,000 »
Art. 55. — Impressions, achats de livres, etc.	» 7,000 »
Art. 56. Traitements du personnel du corps des mines	» 146,000 »
Art. 57. Jurys d'examen et voyages des élèves des écoles des mines.	» 6,000 »

Art. 58. Commission des procédés nouveaux »	600
Art. 59. Matériel, achat de réactifs, appareils, etc. »	1,400
Art. 60 Commission des annales des travaux publics »	1,100
Art. 61. Publication du recueil, frais de bureau, etc. »	3,900

Tous ces articles sont adoptés sans observation.

CHAPITRE IV.

CHEMINS DE FER. — POSTES. — TÉLÉGRAPHES. — RÉGIE.

Cette année encore, les chemins de fer ont alimenté, pendant plusieurs séances, les discussions de la Chambre des Représentants. D'importantes questions ont été soulevées, entr'autres :

- 1° Celle de l'exploitation par l'État.
- 2° Le compte commercial, coût et produits de l'entreprise.
- 3° La création d'un syndicat.
- 4° La réorganisation de l'administration.
- 5° L'achèvement complet du chemin de fer et de son matériel.

La première question, celle de l'exploitation des chemins de fer par l'État, a donné lieu à l'exposé d'autres systèmes moins absolus que celui-ci, savoir :

- 1° Fusion des chemins de fer de l'État avec ceux des compagnies, de manière à former une seule association.
- 2° Constituer aux chemins de fer un fonds spécial qui serait administré par un syndicat particulier.
- 3° Donner aux chemins de fer une existence propre analogue à celle de la Banque nationale, avec faculté d'emprunter et de se créer des actionnaires.

Il a été demandé que la section centrale se livrât à un examen approfondi des systèmes qui viennent d'être énumérés et qu'elle indiquât sa préférence pour celui qu'elle croirait le plus avantageux aux intérêts du pays.

La section centrale a cru devoir se borner à les signaler à l'attention du Gouvernement, parce qu'elle ignore s'il n'existe point d'autre moyen pour atteindre le but désiré.

Votre Commission a pensé devoir imiter cette réserve; elle croit que la question n'est point assez mûrie, pour qu'elle puisse vous présenter une opinion motivée; elle laisse à chacun de ses membres le soin de faire part au Sénat des vues qu'il peut avoir sur cette grave question. Plusieurs fois elle a eu l'occasion de vous signaler les ressources que le chemin de fer devrait produire au Trésor; elle est plus convaincue que jamais des avantages que l'État peut retirer de cette exploitation, mais il lui est impossible de formuler un système pendant les quelques jours qui lui sont accordés pour vous soumettre son rapport sur un budget voté par la Chambre, et alors que les crédits provisoires qui doivent assurer le service sont épuisés, ou près de l'être.

Il est un point sur lequel cependant l'opinion de la section centrale s'est formellement et unanimement exprimé : *c'est que l'Administration actuelle laisse beaucoup à désirer et réclame des améliorations urgentes*; c'est encore qu'il soit dressé annuellement un bilan commercial des opérations du chemin de fer, et que ce bilan soit communiqué aux Chambres. Votre Commission se rallie unanimement à ces observations.

Lors de la discussion du Budget de 1856, M. le Ministre des Travaux Publics avait pris l'engagement de procéder à la réorganisation de l'Administration du chemin de fer, avant la présentation du Budget de l'année courante. Le Gouvernement n'ayant point satisfait à cet engagement, la Chambre a inséré, dans le libellé du Projet de Loi, un paragraphe qui stipule que le Gouvernement publiera, avant le 4^r juillet prochain, les arrêtés royaux portant organisation de l'administration des chemins de fer, postes et télégraphes.

Votre Commission ne peut qu'approuver cette disposition, en présence du vague des réponses de Monsieur le Ministre des Travaux Publics. En effet, ce haut fonctionnaire, dans la note remise à la section centrale, page 55 du rapport, dit : « que la réorganisation serait basée, autant que possible, sur les principes du projet qui lui a été soumis par le Comité Consultatif, mais qu'il désire l'établir en fait avant de la régler définitivement. »

Depuis près de deux ans, le même langage est tenu, et rien n'est fait. Votre Commission est convaincue que l'année se passera sans apporter de changement notable à la situation ; elle en trouve la preuve dans la prétendue perturbation qui pourrait résulter, après plus de 20 années d'exploitation, dans le changement d'attributions d'un personnel qui doit être aujourd'hui complètement au courant du détail de l'administration, ou qui ne le sera jamais.

Toutes les difficultés proviennent de l'opposition que le Gouvernement rencontrera toujours, dès qu'il voudra simplifier l'organisation et diminuer le nombre des employés.

Un membre se réserve de démontrer, lors de la discussion, la différence de principes qui existe entre l'organisation proposée par le Comité Consultatif et celle que M. le Ministre des Travaux Publics veut introduire, et qui n'est, en réalité, qu'une amplification de l'organisation de 1852, avec augmentation du personnel des employés.

Votre Commission croit devoir encore présenter ici une observation relative aux lenteurs inhérentes à l'organisation actuelle des chemins de fer.

Dans toutes les compagnies, quelque importantes qu'elles soient, le compte-rendu des opérations d'une année, arrêté au 31 décembre, est communiqué aux actionnaires et publié avant la fin du mois d'avril suivant. En Belgique, le compte-rendu prescrit par la loi ne paraît pas avant la fin de l'année suivante. Ainsi nous discutons le budget de 1857 sans avoir aucune connaissance des opérations de l'année écoulée, bien que nous soyons arrivés à une époque qui devrait mettre le Gouvernement à même de nous fournir tous les renseignements nécessaires à cet égard. Comment, dans cet ordre d'idées, examiner avec fruit le détail des allocations lorsque, malgré les changements qui peuvent résulter des circonstances, il ne nous est point donné d'apprécier les dépenses de l'année antérieure ?

Ces réflexions démontrent la nécessité d'un compte commercial remis en temps opportun, pour pouvoir discuter utilement le chapitre des chemins de fer.

Lorsque les grandes Compagnies de France et d'Angleterre présentent à leurs actionnaires, dans le premier trimestre de l'année suivante, le compte-rendu de leurs opérations, l'administration des chemins de fer belge qui préconise si hautement son organisation, doit pouvoir le faire également sous peine d'avouer son impuissance.

Après ces réflexions générales, nous passerons à l'examen des articles de ce chapitre

SECTION PREMIERE.

Voies et travaux

Art. 62. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés. fr. 200,843 »

Augmentation de fr. 11,583 » sur le chiffre correspondant de l'année dernière, provenant d'un transfert d'employés actuellement attachés à l'administration centrale. Adopté.

Art. 63. Salaires des agents payés à la journée. fr. 1,609,050 »

Augmentation de fr. 135,750 résultant de l'exploitation complète du chemin de Dendre et Waes, pour lequel une allocation insuffisante avait été demandée l'année dernière, et de l'admission de dix gardes excentriques pour des raccordements nouveaux. — Adopté.

Art. 64. Matériel, billes, rails, etc. fr. 1,695,500 »

Ce chiffre présente une différence en moins de fr. 12,000 avec l'allocation du précédent Budget.

Votre Commission renvoie aux explications préliminaires données page 55 et dans le rapport de la section centrale, pages 68 et 69, pour les éclaircissements fournis par le Gouvernement. — Adopté.

Art 65. Travaux et fournitures. 583,000 »

Même chiffre que l'année dernière. — Adopté.

SECTION II.

Traction et arsenal.

Art. 66. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés fr. 165,860 »

Différence en plus fr. 32,000 » provenant des transferts à opérer dans l'hypothèse de la réorganisation de l'administration.

Adopté

Art. 67. Salaires des agents payés à la journée fr. 1,927,700 »

Même crédit qu'au précédent Budget.

Adopté.

Art. 68. Primes d'économie et de régularité fr. 82,000 »

Votre Commission n'est pas convaincue de l'utilité de ces primes dont le produit se partage entre les chefs gardes-convois et les machinistes. Elle préférerait voir augmenter le salaire de ceux-ci, comme M. le Ministre le déclare nécessaire, en cas de suppression de primes qui, dans son opinion, peuvent donner lieu à des abus.

Adopté.

Art. 69. Combustibles et autres objets de consommation fr. 2,362,500.

Réduction sur le chiffre correspondant de fr. 446,900. Cette différence s'explique par le moindre parcours des locomotives qui n'atteindront pas la progression normale prévue. — Adopté.

Art. 70. Entretien, réparation et renouvellement du matériel :

A l'ordinaire. fr. 2,402,500 »

A l'extraordinaire 450,400 »

_____ fr. 852,900 »

Même chiffre qu'au précédent Budget. — Adopté.

Art. 71. Redevances à Compagnies fr. 275,000 »
Adopté sans observation.

SECTION III.

Transports.

Art. 72. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés fr. 875,686 »
Différence en moins fr. 64,314 » résultant des transferts proposés en vue de la réorganisation, et pour régulariser les imputations de dépenses afférentes au personnel. — Adopté.

Art. 73. — Salaires des agents payés à la journée . . . fr. 1,530,610 »
Le transfert de fr. 13,390 est expliqué à la page 43 de la note préliminaire. — Adopté.

Art. 74. — Frais d'exploitation. fr. 401,600 »

Art. 75. — Camionage » 294,000 »

Art. 76. — Pertes et avaries » 80,000 »

Ces trois articles sont adoptés sans observation.

SECTION IV.

Télégraphes.

Art. 77. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés. fr. 109,000 »

Art. 78. Salaires des agents payés à la journée 30,000 »

Art. 79. Entretien. 26,000 »

Ces trois articles sont adoptés sans observation.

SECTION V.

Service général.

Art. 80. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés. fr. 47,650 »

Art. 81. Salaires des agents payés à la journée. 40,460 »

Ces deux articles sont adoptés.

Art. 82. Matériel et fournitures de bureaux. 200,000 »

Diminution de fr. 11,500, sur le chiffre correspondant de l'année dernière. Votre Commission n'en régarde pas moins l'allocation de fr. 200,000, comme excessive. — Adopté.

Art. 83. Subsidés à la Caisse de retraite et de secours . . fr. 20,000 »

Adopté.

SECTION VI.

Régie.

Art. 84. Traitements des fonctionnaires et employés . . . fr. 36,500 »

Art. 85. Frais de bureaux et loyers. » 3,500 »

Ces deux articles sont adoptés

SECTION VII

Postes.

La question de la réduction de la taxe de la poste au taux uniforme de 10 centimes, a été longuement débattue à la section centrale de la Chambre des Représentants. Votre Commission a pensé que cette discussion ressortissait plus particulièrement du Budget des voies et moyens que de celui des Travaux Publics, qui ne fait que pétitionner les crédits nécessaires à l'exécution de la loi; aussi les chiffres demandés n'ont-ils été l'objet d'aucun débat. Le système seul a été attaqué et défendu.

Dans cet ordre d'idées, Votre Commission se borne à l'adoption pure et simple des articles 86, 87, 88 et 89.

CHAPITRE V.

Art. 90. Traitements et indemnités des fonctionnaires et employés mis en disponibilité fr. 64,575 57

Ce chapitre est nouveau; il est le résultat d'un engagement pris par M. le Ministre des Travaux Publics, et il représente le montant des traitements d'attente dont jouissent les fonctionnaires mis en disponibilité. La moyenne est de fr. 1,025 par traitement individuel. La Législature est ainsi à même de suivre le mouvement des mises en disponibilité.

Votre Commission adopte.

CHAPITRE VI.

Art. 91. Pensions fr. 7,000 »

CHAPITRE VII.

Art. 92. Secours à des employés ou veuves qui n'ont pas droit à la pension. fr. 7,000 »

CHAPITRE VIII.

Art. 93. Dépenses imprévues non libellées au Budget. . . fr. 18,000 »

Ces trois articles sont adoptés sans discussion.

En résumé, Messieurs, Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du Budget des Travaux Publics, tel qu'il a été voté à la Chambre des Représentants, par trois voix et trois abstentions.

Le Vice-Président-Rapporteur,

FERD. SPITAELS.